

MÉTADONNÉES

Intitulé exact : *R (on the application of Bradley and others) v Secretary of State for Work and Pensions [2008] EWCA Civ 36*

Alias : N/A

Thème : *Judicial Review*

Mots-clés : Ombudsman ; *Wednesbury unreasonableness* ; *judicial review*

Résumé des faits :

Le *Parliamentary Commissioner for Administration* (l'Ombudsman, autorité administrative proche du Défenseur des Droits et dont les recommandations ne contraignent pas les autorités publiques) publie un rapport relatif à des faits de mauvaise administration (*maladministration*) ayant conduit à la perte, pour plusieurs dizaines de milliers de personnes, de tout ou partie de leurs droits à des pensions de retraite. Le gouvernement fait savoir qu'il rejette la grande majorité des conclusions et recommandations de ce rapport.

Les requérants font partie des individus lésés par ces faits de mauvaise administration. Ils contestent la décision de ne pas prendre en compte les conclusions de l'Ombudsman.

Question(s) de droit :

Le gouvernement britannique était-il contraint de prendre en compte les conclusions de l'Ombudsman ?

Solution(s) :

À l'unanimité, la Cour d'Appel considère que rien dans les dispositions applicables à l'Ombudsman n'impose au gouvernement et à ses membres de prendre en compte et de mettre en œuvre les conclusions de l'Ombudsman. Dans ce contexte, un Secrétaire d'État peut légalement rejeter les conclusions d'un rapport de l'Ombudsman.

Pour autant, la Cour d'Appel rappelle qu'une décision administrative, y compris dans ce contexte, ne doit pas être déraisonnable ou irrationnelle (*unreasonable* ou *irrational*). En application de ce principe, le rejet de certaines des conclusions du rapport (notamment celles qui relient les pertes financières des individus lésés à des faits de mauvaise administration) est jugé irrationnel.



Principe(s) dégagé(s) :

Même lorsqu'une autorité a le pouvoir discrétionnaire de décider de prendre ou non en compte les recommandations ou conclusions d'une autre autorité, elle reste soumise, dans le cadre de cette décision, aux standards de légalités imposées à toutes les décisions administratives.

Citation(s) importante(s) :

- John Chadwick : « *For my part, I think that the following principles can be derived (...): (i) the decision maker whose decision is under challenge (...) is entitled to exercise his own discretion as to whether he should regard himself as bound by a finding of fact made by an adjudicative tribunal (...) in a related context; (ii) a decision to reject a finding of fact made by an adjudicative tribunal in a related context can be challenged on *Wednesbury* grounds; (iii) in particular, the challenge can be advanced on the basis that the decision to reject the finding of fact was irrational; (iv) in determining whether the decision to reject the finding of fact was irrational the court will have regard to the circumstances in which, and the statutory scheme within which, the finding of fact was made by the adjudicative tribunal; (v) in particular, the court will have regard to the nature of the fact found (...), the basis on which the finding was made (...), the form of the proceedings before the tribunal (...), and the role of the tribunal within the statutory scheme* » [70]¹.

Postérité :

- Cette décision étend une logique déjà présente dans des arrêts précédents, mais qui visaient la prise en compte de conclusions émises par des *tribunals* (voir citation de John Chadwick ci-dessus).
- Elle contribue au renforcement du rôle de l'Ombudsman et des autres autorités consultatives, mais le standard de l'*unreasonableness* ou de l'*irrationality* reste un standard de contrôle très élevé.

Références extérieures :

- [VARUHAS, Jason, « Governmental Rejections of Ombudsman Findings: What Role for the Courts? », *The Modern Law Review*, vol. 72, n° 1, 2009, pp. 105-115.](#)
- [YEOM, Brian, « The Legality of Walking Away from Public Service Ombudsman Reports: the United Kingdom's Experience », *Monash University Law Review*, vol. 43 n° 2, 2017, pp. 386-420.](#)

¹ « En ce qui me concerne, je pense que les principes suivants peuvent en être retirés : (i) il est loisible à l'autorité dont la décision est contestée d'exercer son pouvoir discrétionnaire d'appréciation quant au fait d'être ou non contraint par des conclusions faites par un *tribunal* dans un contexte similaire ; (ii) une décision de rejet de ces conclusions peut être contestée sur les fondements établis par *Wednesbury* ; (iii) cette contestation peut en particulier être fondée sur le fait que la décision de rejeter les conclusions était irrationnelle ; (iv) pour déterminer si la décision de rejeter ces conclusions était irrationnelle, la juridiction doit prendre en compte les circonstances et le cadre réglementaire dans lesquelles ces conclusions ont été établies ; (v) la juridiction doit, en particulier, prendre en compte la nature des conclusions établies, le fondement des conclusions établies, le type de procédure suivie devant l'organe et le rôle de cet organe dans son cadre réglementaire. »

